

Tamar Herzog - *Vecinos y extranjeros. Hacerse español en la edad moderna*

Arnaud Bartolomei

Alianza Editorial (éd.)



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5347>

DOI : 10.4000/cdlm.5347

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2010

Pagination : 285-288

ISBN : 2914561518

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Arnaud Bartolomei, « Tamar Herzog - *Vecinos y extranjeros. Hacerse español en la edad moderna* », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 80 | 2010, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5347> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5347>

Tamar Herzog, *Vecinos y extranjeros.*
Hacerse español en la edad moderna, Madrid,
Alianza Editorial, 2006, 400 p.

Connue pour sa thèse consacrée à l'administration judiciaire de la ville de Quito – publiée en français en 2001 sous le titre *Rendre la justice à Quito (1650-1750)*, après l'avoir été en anglais et en espagnol –, l'historienne américaine Tamar Herzog est de nouveau l'auteur d'un ouvrage remarqué, appelé à devenir un classique si l'on en juge par l'ambition du projet et l'accueil qu'il a reçu des deux côtés de l'Atlantique depuis sa parution aux États-Unis sous le titre *Defining nations : immigrants and citizens in early modern Spain and Spanish America* (Yale University Press, 2003). Le titre de la traduction espagnole – *Vecinos y extranjeros. Hacerse español en la edad moderna* – délimite de façon plus explicite encore le contenu de cet ouvrage qui propose d'étudier, en un peu plus de 300 pages, les modalités d'acquisition des statuts de *vecino* (membre de la communauté locale) et de *natural* (membre de la communauté du royaume) au sein des divers territoires composant la monarchie espagnole durant l'époque moderne. L'ouvrage est cependant bien plus qu'une simple synthèse d'histoire du droit, qui se serait limitée à recenser les procédures d'accès à la citoyenneté, puisque l'imposant corpus de sources dépouillées, issues aussi bien de la théorie du droit que de la pratique administrative, et la parfaite maîtrise de la bibliographie dont fait preuve l'auteur, sont mis au service d'une thèse forte et originale qui entend renouveler en profondeur les conceptions habituellement admises sur les questions de l'intégration juridique des étrangers et de la formation des identités nationales, aussi bien en Espagne qu'en Europe. Le défi scientifique est donc très ambitieux. Cette impression est d'autant plus forte que l'auteur défend avec conviction ses conclusions, ce qui la conduit à contester à plusieurs reprises les travaux des auteurs qui l'ont précédée dans ce vaste champ historiographique, et qu'elle n'hésite pas, par ailleurs, dans la préface de la version espagnole, à procéder à une intrusion tout à fait convaincante dans le débat public européen en interpellant ses lecteurs sur leur façon de percevoir et d'intégrer les immigrés installés sur le continent. Au total, cet ouvrage, qui associe donc des prises de positions marquées à une très grande rigueur scientifique et à une érudition rare, propose des conclusions qui, bien que difficilement contestables dans leurs grandes lignes, invitent à de fructueux débats et à de nombreux prolongements.

La thèse défendue par Tamar Herzog s'organise autour de quatre idées. D'abord, elle constate que dans toutes les communautés locales espagnoles, rurales comme

urbaines, il a existé à l'époque moderne un statut de *vecino* régissant l'accès à une citoyenneté locale définie par un ensemble de droits (accès aux champs communaux, participation aux assemblées, ...) et de devoirs (contributions). Cette institution de la *vecindad*, loin de décliner ou de se marginaliser comme cela fut le cas ailleurs en Europe, est au contraire demeurée centrale dans la pratique administrative espagnole pendant toute l'époque moderne et était encore en vigueur au moment des Cortés de Cadix (1812) et tout au long de la première moitié du XIX^e siècle. L'auteur remarque ensuite que ce statut de *vecino* ne s'acquerrait ni par le droit du sol, ni par le droit du sang et qu'il n'existait pas non plus de procédure administrative formalisée – fondée sur des critères strictement définis – pour y accéder. Derrière ce flou apparent, encore renforcé par la multitude des situations locales particulières, on trouve cependant un principe unique et respecté partout en Castille (puis en Aragon et aux Indes) : c'est l'intégration à la communauté locale, et la participation à sa vie sociale, qui confère la citoyenneté. Ainsi un natif de la commune parti vivre ailleurs pouvait perdre son statut alors que des forains et des étrangers, dès lors qu'ils acceptaient de se fondre dans la communauté locale, de partager ses joies et ses peines et de l'«aimer», en étaient reconnus comme membres à part entière. L'intégration dans la communauté se faisait donc de façon « implicite » et non formelle. Le troisième constat prolonge cette observation puisqu'il amène l'auteur à souligner que le recours au droit et aux autorités administratives instituées ne se faisait qu'en cas de litige, lorsque des membres de la communauté contestaient à d'autres la jouissance de certaines prérogatives. Or, ces autorités fondaient leur décision non pas sur l'évaluation du respect, par le requérant, d'un certain nombre de critères formels préalablement définis (temps de résidence, mariage, ...), mais plutôt en essayant d'apprécier sa réputation au sein de la communauté et la sincérité de sa démarche. Dans cette perspective, les facteurs pris en compte par les autorités ne constituaient pas à proprement parler des critères légaux, mais plutôt de simples indicateurs (des « présomptions »), susceptibles de les éclairer sur la réalité de l'intégration sociale du requérant. Enfin, et c'est certainement là le point le plus novateur et le plus controversé dans l'ensemble des propositions de l'ouvrage, l'auteur constate que l'accession à la communauté du royaume, à la *naturaleza* castillane puis espagnole, fonctionnait exactement de la même façon que l'accession à la *vecindad*. Dès lors qu'un étranger était publiquement identifié comme étant *vecino* d'une communauté locale, il pouvait prétendre à l'ensemble des prérogatives réservées aux *naturales* du royaume. Là encore, les institutions chargées d'octroyer les *cartas de naturaleza* (Couronne, Conseil de Castille et Conseil des Indes) ne transformaient donc pas des étrangers en *naturales*, mais se contentaient plutôt de reconnaître des situations de fait et de trancher les litiges, toujours en se fondant sur cette même appréciation de la sincérité de la démarche du requérant. De ce point de vue, la *Real Cedula* de 1791 qui permettait de devenir espagnols à tous les étrangers acceptant de renoncer à leur protection consulaire et de prêter un serment de fidélité au roi d'Espagne constitue l'aboutissement logique d'une pratique administrative qui a constamment cherché à distinguer parmi les étrangers, ceux qui n'étaient que de passage (*transeuntes*) de ceux qui avaient renoncé à l'idée de retour et étaient

désireux de s'intégrer. Ces quatre constats amènent donc Tamar Herzog à poser le postulat suivant « l'Espagnol, c'est le *vecino*, à savoir l'individu intégré à une communauté locale » et à rejeter les différents modèles habituellement utilisés pour expliquer la construction de l'identité nationale espagnole, en renvoyant dos à dos aussi bien les tenants d'une définition essentialiste de cette identité que ceux qui n'ont vu en elle qu'une œuvre artificielle, née de la lutte séculaire menée par la Couronne contre les identités locales et régionales. C'est dans le cadre d'une « négociation » sociale permanente et décentralisée entre les différentes composantes de la société et les autorités administratives du pays, qu'ont été définies les conditions d'accès à la communauté nationale espagnole et, ce faisant, son identité singulière.

Le cadre d'ensemble une fois posé dans l'introduction et les premiers chapitres, l'auteur s'efforce d'envisager sa thèse dans le cadre de différentes situations particulières, qui toutes amènent à la corroborer. Ainsi, si l'accès au commerce des Indes, privilège par excellence des seuls Espagnols, fut beaucoup plus difficile (et beaucoup plus réglementé) pour les étrangers que l'accès à la *naturaleza* castillane, c'est précisément parce qu'il existait un puissant lobby, le *Consulado*, qui veilla jalousement à partager le moins possible ce fructueux monopole. Il en résulte le long procès que les fils de marchands étrangers nés en Espagne – les *jenizaros* – durent mener au début du XVIII^e pour se voir reconnaître ce privilège alors même que les principes du droit du sol théoriquement en vigueur et le soutien du monarque auraient dû leur permettre d'en bénéficier sans difficulté : précisément on leur reprocha de ne pas être intégrés à la communauté du royaume, bien qu'étant nés en Espagne, et de servir les intérêts des patries de leurs pères plutôt que ceux de leur pays natal. De la même façon, les gitans ou les juifs convertis, qui pourtant résidaient dans la Péninsule depuis plusieurs siècles, se virent exclus de la majeure partie des droits liés à la *naturaleza* sous prétexte qu'ils étaient membres de communautés particulières (chapitre 6). Aux Indes, les principes étaient les mêmes – les étrangers arrivés illégalement en Amérique pouvaient y demeurer dès lors qu'ils étaient perçus comme désireux de rompre avec leur pays d'origine et de s'intégrer (chapitres 3 et 5) – et la « crise de l'empire » ne changea pas fondamentalement la situation puisque, alors que les Cortés de Cadix s'appuyèrent sur le principe de la *vecindad* pour définir la nation espagnole, les nouveaux États qui apparurent en Amérique en firent de même pour définir une identité créole et justifier l'expulsion des Espagnols demeurés fidèles à la métropole (chapitre 7).

Reste la dernière question, abordée au chapitre 8 : « l'Espagne fut-elle un cas exceptionnel » en Europe ? Pour répondre à ce problème, Tamar Herzog a étudié la littérature traitant de la *cittadinanza* des villes italiennes, des statuts de *freeman* à Londres et de *bourgeois* à Paris, ainsi que du statut de *régnicole* en usage dans la France moderne. Au terme d'une analyse comparative entre ces différentes institutions et celles de la *vecindad* et de la *naturaleza* espagnoles, elle nous livre un tableau mettant en exergue similitudes et différences. Ainsi, alors que le statut de bourgeois a décliné en France pour ne devenir plus qu'un titre honorifique, celui de *vecino* a conservé toute son importance en Espagne. De même, alors qu'en France le statut de régnicole et celui de sujet du roi de France tendent à se

confondre, tel n'est pas le cas en Espagne où le monarque se voit constamment contester par les Cortés le droit de naturaliser des étrangers. Il n'en demeure pas moins que dans tous les cas envisagés, les modalités d'accès au statut convoité ne différaient pas fondamentalement de la tradition castillane dans la mesure où, partout, la décision rendue était fondée sur la prise en compte de la réalité de l'intégration sociale des requérants et sur la sincérité de leur démarche.

Tamar Herzog conclut finalement son ouvrage en revenant sur l'aspect essentiel de sa thèse : la *vecindad* et la *naturaleza* ne sont pas des données naturelles, liées à la naissance ou à la généalogie, ni même des « statuts », clairement définis par des critères légaux, mais plutôt des « constructions sociales et juridiques » ou, mieux, des « situations » relevant de processus d'identification complexes, à la fois interactifs (en bénéficient ceux qui se reconnaissent et sont reconnus comme membres) et évolutifs puisqu'ils varient au gré des circonstances et des rapports de force établis dans le cadre d'une négociation sociale largement décentralisée et informelle. La définition de ce modèle castillan constitue donc incontestablement le principal apport, parmi d'autres, du travail de Tamar Herzog car elle invite à de très fructueuses comparaisons avec les pratiques administratives ayant cours au sein des autres territoires européens. Il faut donc souhaiter, et c'est là le vœu de l'auteur, que cet ouvrage sera rapidement pris en compte et discuté dans tous les travaux historiques traitant de l'intégration juridique des étrangers et de la constitution des identités locales, régionales et nationales en Europe.

Arnaud BARTOLOMEI
CMMC